

[panorapresse.ouest-france.fr](https://www.panorapresse.ouest-france.fr)

Signalements de violence scolaire dans l'Eure et la Seine-Maritime : pourquoi une telle situation

4-5 minutes



Les signalements effectués par l'Éducation nationale concernant des violences et négligences envers les enfants ont doublé en dix ans. | Paris Normandie

En dix ans, le nombre de signalements de faits de violence scolaire a doublé dans l'[Eure](#) et la [Seine-Maritime](#). Cela témoigne d'une veille efficace des encadrants. Cela illustre aussi une banalisation de la violence bien au-delà des établissements scolaires.

Ce mardi 19 mai 2026, les enseignants sont en grève à [Romilly-sur-Andelle](#), suite aux violences importantes d'un élève sur un professeur. Ce n'est pas normal d'aller au travail et de se faire taper dessus ! » Mathilde Marnière est déléguée syndicale FSU-SNUIPP (Syndicat national unitaire des instituteurs, professeurs des écoles) et enseignante en école primaire à [Val-de-Reuil](#). Quand elle a pris connaissance de l'article de notre confrère 20 Minutes sur l'explosion du nombre de signalements de violence à l'école, elle a confirmé ce phénomène. « Je ne suis pas étonnée. Nous avons eu l'occasion d'échanger à ce propos avec le préfet de l'Eure dernièrement », dit-elle.

C'est l'Education nationale, elle-même, qui indique que le nombre de signalements effectués par ses services, concernant des violences et négligences envers les enfants (en milieu scolaire ou des faits dépistés par les équipes pédagogiques), a doublé en dix ans. On parle dans le milieu enseignant d'« informations préoccupantes, envoyées aux services sociaux et de signalements transmis au procureur de la République ». La tendance va en augmentant encore ces deux dernières années.

Lire aussi: <https://www.paris-normandie.fr/id718581/article/2026-05-17/rouen-deux-parents-condamnes-pour-le-crane-fracture-de-leur-bebe-de-4-mois>

Le classement national positionne en première place le département du [Pas-de-Calais](#), comme étant celui faisant remonter le plus de signalements, suivi immédiatement par le département de l'[Eure](#). Mais attention, ces chiffres sont à relativiser quant aux violences commises. Ils ne visent pas celles non signalées. Si on ne s'intéresse qu'aux seules informations préoccupantes (IP), la [Seine-Maritime](#) se situe dans les dix premières places, aux côtés de la [Seine-et-Marne](#) et de l'[Essonne](#).

Globalement, les signalements de violences faites aux femmes et aux enfants sont importants dans le département de l'[Eure](#)

Cette forte représentativité normande témoigne d'une « culture du signalement » et d'une vigilance accrue des équipes éducatives locales plutôt que d'une délinquance intrinsèquement plus haute. La déléguée euroise FSU-SNUIPP recadre malgré tout : « Globalement, les signalements de violences faites aux femmes et aux enfants sont importants dans le département. À l'école, on a des quantités de signalements par jour en très forte hausse. »

Manque d'encadrement

Mathilde Marnière poursuit : « Il y a même une formation spécifique au premier degré [les enfants scolarisés de 3 à 11 ans, NDLR] pour des violences envers les adultes. Entre septembre et novembre 2025, on a déjà 164 fiches de signalements de violences physiques ! » Pour elle, 50 % des faits correspondent à des élèves en situation de troubles ou de handicap. « On manque terriblement d'encadrement et de soins ». L'autre moitié concerne des enfants en dérive familiale, notamment.

Une fois de plus, il ne faut pas être prisonniers des chiffres. Quelles sont les causes de ces comportements ? L'enseignante pointe du doigt le rôle des réseaux sociaux et leur banalisation de la violence, physique comme verbale. Son collègue du [Havre](#), Christophe Hammon, lui aussi à la FSU-SNUIPP, rappelle que le phénomène touche aussi les collèges et les lycées, de façon différente. Il préfère parler « d'enfants ingérables » plutôt que d'agressions. Il cite aussi des professeurs qui prennent des coups en voulant intervenir pour protéger l'enfant en crise contre lui-même. « Il y a trop d'élèves par classe et de la même façon, il y a un problème médico-social. Il n'y a pas assez de possibilités de soin par rapport au nombre d'enfants concernés. »

Protection de l'enfance

Pour Claire-Marie Feret, enseignante au [Havre](#) et déléguée FSU-SNUIPP, la France manque aussi d'une vraie politique d'éducation sexuelle « avec une part de prévention et une sensibilisation à la nécessité de signaler les faits de violences. » Elle précise : « C'est un vrai sujet de protection de l'enfance. »